



## L'Union Pour la Méditerranée : une chance à saisir pour le développement du continent africain

Dans un contexte de crise financière mondiale qui se propage aux économies africaines, dans un contexte de resserrement des liens entre l'Union Européenne et l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée, nous souhaitons fortement que l'Afrique sub-saharienne ne soit pas la grande oubliée des politiques d'investissement et de coopération mondiales.

Contrairement aux économies européennes et/ou nord américaines, le tissu économique et social africain ne dispose pas des amortisseurs sociaux existants dans ces pays. Jusqu'à présent préservée de la crise par sa moindre financiarisation, l'Afrique, probablement dernière entrée et première sortie de cette dépression, ressentira néanmoins plus physiquement les effets de la crise. Chute de la croissance de 6% à 2,9%, division par deux des investissements internationaux à moins de 30 milliards, baisse des revenus liés à l'exportation à 383 milliards d'euros, l'ensemble de ces indicateurs macro économiques aura pour conséquence directe une hausse de 10% du nombre des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en Afrique qui atteindra le chiffre record de 550 millions de personnes<sup>1</sup>.

A l'heure où le monde occidental investit des centaines de milliards pour sauver les systèmes bancaires et l'économie réelle de la faillite, il est urgent d'aider les économies africaines à bénéficier d'un accès aux capitaux pour préserver les équilibres macro économiques, mais également d'œuvrer à la sauvegarde et au développement du tissu de PME-PMI, agricoles, artisanales ou industrielles, qui constituent un indispensable pilier à la croissance des Etats et à l'emploi des populations.

Dans ce contexte global, nous, chefs d'entreprises d'Afrique et d'Europe francophones, membres élus de nos institutions consulaires, avons tenu à saisir l'occasion de notre présence à Marseille, ville Euro-méditerranéenne par excellence, pour apporter notre soutien à l'initiative du Président Nicolas Sarkozy de création d'une Union Pour la Méditerranée et concrétisée à Paris le 13 juillet 2008.

Nous considérons que ce nouvel instrument de coopération politique, économique et sociale qu'est l'Union Pour la Méditerranée peut et doit constituer une chance pour le continent africain tout entier. L'Union Pour la Méditerranée doit devenir le trait d'union naturel entre les différents espaces, qui, bien que séparés par la mer, sont historiquement, géographiquement et culturellement liés les uns aux autres depuis des siècles.

Cette initiative constitue une occasion audacieuse et novatrice d'aller vers plus de cohésion et d'intégration régionales entre des partenaires issus de deux continents. Première pierre d'un futur ensemble Eurafricain de coopération, la Méditerranée doit redevenir l'épicentre des politiques de développement entre le Nord et le Sud et en faire bénéficier nos continents respectifs.

A cette fin, la politique de coopération entre l'Europe et l'Afrique, ne doit pas se focaliser exclusivement sur le nouvel ensemble ainsi constitué. Les financements, les programmes, les projets envisagés doivent être complémentaires des crédits déjà engagés en faveur des politiques menées avec les pays d'Afrique Sub-saharienne. Il serait incompréhensible pour

---

<sup>1</sup> Source Banque Africaine de Développement



## Conférence Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones

REUNION DE BUREAU – CCIMP – 18 juin 2009

nos populations, de voir qu'à mesure que l'aide et les investissements augmentent de manière substantielle sur certaines zones d'Afrique, les pays les plus démunis, soient les oubliés et les victimes de cette nouvelle politique.

A ces conditions, nous sommes convaincus des effets positifs de ce nouveau partenariat privilégié qui constituera un vecteur fort du développement économique de toute la zone et au-delà constituera un catalyseur de développement en faveur de la paix, de la stabilité et de la sécurité ainsi que de la pérennisation des processus démocratiques.

Nous pensons également que cette initiative contribuera à maintenir et à préserver la relation privilégiée, qu'elle soit culturelle ou économique, qui nous unit à la partie subsaharienne du continent africain, actuellement objet de toutes les attentions mondiales.

L'Union Pour la Méditerranée pourrait également être une occasion forte d'un réinvestissement clair de la France en Afrique sub-saharienne et francophone. Nous constatons en effet au quotidien, qu'en raison des contraintes budgétaires fortes qui pèsent sur les économies occidentales, le partenariat Franco-Africain montre certaines limites qui brouillent l'image française en Afrique.

Et pourtant, l'Afrique avec son milliard d'habitants, ses ressources naturelles, sa marge de développement constitue probablement la zone à plus fort potentiel de croissance à moyen terme. L'avantage compétitif conféré par les liens séculaires qui nous unissent doit être maintenu par le biais de partenariats constants, durables et mutuellement profitables. C'est notre souhait le plus cher.

Dans ce cadre, le réseau de la Conférence Permanente des chambres consulaires africaines et francophones, partenaire de la coopération française depuis plus de 25 ans, dans la mesure de ses moyens et pour les missions qui sont les siennes, apportera toute son aide au développement de l'UPM car :

§ Nous considérons que l'attention portée par l'Union Pour la Méditerranée aux problématiques de développement économique est centrale dans les politiques de développement régional, cet élément constituant d'ailleurs le fondement de notre action.

§ Nous adhérons au mode de fonctionnement institutionnel de l'Union Pour la Méditerranée, basé sur la pluri culturalité. Le travail en commun est une richesse et constitue le modèle des politiques qu'il convient d'encourager. Nous ne pouvons que nous réjouir de voir repris un modèle que nous expérimentons dans notre fonctionnement quotidien depuis 1973.

§ Nous souscrivons à la place faite à la société civile et au secteur privé dans la mise en œuvre du Processus de Barcelone : une Union pour la Méditerranée. Nous prendrons, via l'ensemble de nos membres issus du Maghreb et de nos accords de partenariat, notamment avec l'ASCAME, toute notre part à ce processus.

§ Nous adhérons au souhait de l'UPM de traduire le processus en projets concrets qui soient davantage visibles pour les citoyens.

§ Nous nous félicitons de voir que l'UPM s'appuiera sur l'acquis du processus de Barcelone et ses trois chapitres dont celui sur la coopération économique et le libre échange.

§ Nous souscrivons au postulat que l'avenir de la Région euro-méditerranéenne réside dans l'amélioration de l'environnement économique dans des domaines tels que le développement des entreprises, l'accès aux marchés ..., la formation professionnelle.



§ Nous souhaitons que l'initiative méditerranéenne de développement des entreprises soit étendue à l'échelle du continent et que nous en soyons les relais actifs. Cette initiative vise à aider les entités des pays partenaires qui apportent déjà un soutien aux micro-entreprises et aux petites et moyennes entreprises en évaluant les besoins de ces entreprises, en définissant des solutions stratégiques et en fournissant à ces entités les ressources nécessaires sous la forme d'une assistance technique et d'instruments financiers.

§ Nous chefs d'entreprises, ne pouvons que souscrire au souhait des ministres du commerce de mettre l'accent sur la manière de diversifier et d'améliorer le commerce, d'encourager l'intégration industrielle et les investissements européens dans les pays méditerranéens. L'objectif ultime est de créer une zone euro-méditerranéenne de libre-échange ambitieuse et approfondie, première phase avant un élargissement plus substantiel, condition de l'accroissement des échanges entre nos deux continents.

Pour toute ces raisons et parce que nous pensons que le développement économique des uns profite aux autres, parce que nous croyons que cette initiative constituera la première étape précédant un élargissement plus large à destination du continent africain, nous sommes prêts, en fonction des objectifs définis ci-dessous, à constituer pour notre part, le trait d'union entre le bloc euro méditerranéen et le bloc africain.